

Questions orales

M. Rodriguez: La question que je pose au vice-premier ministre est la suivante: Comment se fait-il que seuls le ministre de l'Environnement et le ministre des Transports, avec leurs collègues du Québec, ont cherché à mieux faire connaître l'accord? Quand le reste du Cabinet va-t-il parcourir le pays, dialoguer avec les Canadiens pour leur faire savoir que l'accord est avantageux pour les Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il est dommage que le député ait assombri un préambule tout à fait excellent, auquel je me rallie, par une interprétation déplorable que je trouve tout à fait inexacte et tout à fait fausse.

En fait, tous les ministres ont manifesté leur appui à l'Accord du lac Meech. Si le député n'a entendu aucun des excellents discours à cet effet, je l'inviterai à lire celui de la ministre associée des Affaires indiennes et du Nord canadien, qui a fait un discours vraiment excellent au sujet de l'Accord du lac Meech et du Canada. S'il désire lire un discours très profond, qui expose sa conception du Canada, j'invite le député à l'examiner, et cela lui donnera une idée de l'opinion que nous avons au sujet de l'Accord du lac Meech.

• (1500)

M. Rodriguez: Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre, et je tiens à lui dire qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Quand verrons-nous le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources défendre passionnément l'accord au Manitoba, le ministre de la Défense nationale en Saskatchewan, le vice-premier ministre en Alberta, et le ministre des Pêches et des Océans et le ministre des Forêts en Colombie-Britannique?

M. Mazankowski: Monsieur le Président, je suis heureux que le député ait mentionné le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, parce que, comme tous les autres ministres et députés conservateurs du Manitoba, il a défendu ardemment l'Accord du lac Meech lors des audiences qui ont eu lieu dans cette province. Les seules personnes qui brillaient par leur absence étaient les néo-démocrates. Où étaient-ils?

Des voix: Bravo!

* * *

LES PÊCHES

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Les Canadiens de la région de l'Atlantique vivent dans la crainte perpétuelle que la baisse des quotas entraîne la fermeture des usines de transformation de poisson et la perte de milliers d'emplois pour les pêcheurs et les travailleurs de ces usines. Cette crainte est d'autant plus vive depuis que le gouvernement a accepté la décision du groupe spécial établi dans le cadre du libre-échange de donner aux entreprises de transformation américaines l'accès aux stocks de saumon et de hareng de la côte ouest.

Avant d'accepter cette décision du groupe spécial, le ministre a-t-il demandé à ses collaborateurs de faire une analyse juridique de cette décision pour s'assurer qu'elle ne servira pas de précédent aux entreprises américaines désireuses d'avoir aussi accès à nos stocks de poisson de la côte est? Dans l'affirmative, pourrait-il nous communiquer les conclusions de cette analyse?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je rappelle au député que le groupe spécial a été constitué pour enquêter sur les règlements régissant les débarquements, règlements que le gouvernement avait décrétés pour mieux gérer et mieux protéger nos stocks de saumon et de hareng de la côte ouest. Comme je l'ai dit hier à la Chambre, les conclusions de ce groupe confirmeraient notre droit exclusif d'établir des restrictions pour gérer et conserver nos stocks de saumon et de hareng de la côte ouest. Si jamais la question se reposait, je m'attends à ce qu'on interprète de la même façon l'application de ce droit à toutes les pêches du Canada.

M. LeBlanc: Monsieur le Président, le ministre des Pêches s'attend-il vraiment à ce que les Canadiens des provinces atlantiques croient que les entreprises américaines de transformation qui ont grand besoin de matières premières ne se fonderont pas sur cette décision pour gagner accès à nos stocks de poisson de l'Atlantique en invoquant l'Accord de libre-échange? Maintenant que le gouvernement a baissé les bras devant les Américains et accepté cette décision concernant la côte ouest, le ministre croit-il honnêtement qu'il sera capable de résister aux pressions sur la côte est?

M. Siddon: Monsieur le Président, la réponse est évidemment oui. Nous croyons que les mesures que nous